

CONVENTION DE MISSION DE RENFORT DE XXX (Nom de l'agent)
--

Vu le code de la sécurité intérieure,  
Vu l'engagement de sapeurs-pompiers volontaires de **Nom de l'agent**  
Vu la demande de l'Etablissement siège d'un service d'urgence

**ENTRE**

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76)  
Dont le siège est situé :  
6 rue du verger  
76 190 YVETOT

Représenté par le Président du Conseil d'administration, Monsieur André GAUTIER, d'une part

**ET**

**Identification de l'Etablissement siège d'un service d'urgence**

dont le siège est situé :  
représenté par son Directeur Général, (NOM, Prénom), d'autre part

Etant préalablement exposé que :

La pénurie de professionnels de santé qui touche actuellement les services d'urgence n'est que la partie émergée d'une crise structurelle plus profonde impactant l'ensemble de la réponse aux besoins de soins urgents.

Accrue par des pénuries de personnels médicaux et non médicaux au sein de l'hôpital, conséquence indirecte de la pandémie de Covid-19, cette crise atteint des proportions qui peuvent mettre en danger dès cet été la permanence et la continuité des soins.

Au-delà des difficultés mentionnées et des risques habituels liés à la période estivale, une reprise des contaminations par le coronavirus est actuellement observée.

Une augmentation sensible des temps d'attente aux urgences (plusieurs heures) et un accroissement des délais d'intervention sont probables entraînant une tension insupportable sur les moyens humains et matériels du Sdis pouvant dégrader sa couverture opérationnelle.

Le Sdis 76 est sollicité par des établissements de santé en vue d'apporter son concours pour maintenir l'ouverture de services d'urgences.

Il est convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : Objet**

La présente convention règle les conditions dans lesquelles les sapeurs-pompiers volontaires de la sous-direction Santé et bien-être du sein du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime interviennent en renfort de personnel auprès de **Nom Etablissement siège d'un service d'urgence** pour exercer les fonctions de (emploi exercé dans le cadre du renfort) au sein du service XXXX.

Il est entendu que le Service départemental d'incendie et de secours ne pourra renforcer les effectifs de l'établissement siège d'un service d'urgence uniquement si ses effectifs le permette.

#### **ARTICLE 2 : Durée de la mission de renfort**

Les sapeurs-pompiers volontaires de la sous-direction Santé et bien-être du sein du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime interviendront à raison de X jours par mois jusqu'au mois septembre 2022.

#### **ARTICLE 3: conditions d'emploi**

La mission des sapeurs-pompiers volontaires de la sous-direction Santé et bien-être du sein du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est organisée dans les conditions statutaires suivantes ; les agents sont affectés dans le service XXXX pour une durée journalière de travail de XX heures.

Cette répartition pourra être modulée selon les nécessités de service avec l'accord des deux parties. Pendant la mission de renfort les sapeurs-pompiers volontaires de la sous-direction Santé et bien-être du sein du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime sont placés sous l'autorité fonctionnelle de (Nom Etablissement siège d'un service d'urgence). Les sapeurs-pompiers volontaires de la sous-direction Santé et bien-être du sein du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime doivent se conformer aux prescriptions qui leurs sont données en matière d'hygiène et de sécurité.

Pendant toute la durée de la présente convention, les sapeurs-pompiers volontaires de la sous-direction Santé et bien-être du sein du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime continuent à relever exclusivement de Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime pour tout ce qui concerne leur situation administrative de sapeur-pompier volontaire.

Les sapeurs-pompiers volontaires de la sous-direction Santé et bien-être du sein du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime continuent de bénéficier du régime en vigueur de protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires.

#### **ARTICLE 4 : Indemnisation des agents**

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime indemnise les agents à hauteur de :

- une indemnisation des sapeurs-pompiers volontaires infirmiers, experts en santé à hauteur de 2 indemnités horaires d'officier par heure pour les jours ouvrés, et d'une majoration à 2.5 indemnités horaires d'officier pour la nuit et le week-end ;
- Pour les médecins et pharmaciens, l'indemnisation santé à hauteur de 4 indemnités horaires d'officier par heure pour les jours ouvrés et une majoration à 6 indemnités heure d'officier pour la nuit et le week-end ;

#### **ARTICLE 5 : remboursement par l'Etablissement d'accueil siège d'un service d'urgence**

**Nom Etablissement siège d'un service d'urgence** rembourse trimestriellement/mensuellement au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime les indemnités versées aux sapeurs-pompiers volontaires de la sous-direction Santé et bien-être du sein du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime correspondant au nombre d'heures de la mission de renfort sur présentation d'un titre exécutoire.

Pour la charge administrative induite par cette activité (gestion des plannings, suivi administratif et facturation...), il sera facturé à l'établissement de 25 € par période de 24H pourvues. **(le cas échéant, suivant dispositions de la délibération)**

**Nom Etablissement siège d'un service d'urgence** prend en charge les frais et sujétions auxquels, les agents s'exposent dans l'exercice de leurs fonctions et selon les règles en vigueur dans l'établissement.

#### **ARTICLE 6 : Fin de la mission de renfort**

La mission de renfort des sapeurs-pompiers volontaires de la sous-direction Santé et bien-être du sein du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime peut prendre fin pour tout

motif, avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande, par tout moyen vérifiable, de l'une des trois parties suivantes :

- . le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
- . **Etablissement siège d'un service d'urgence**
- . **de l'agent**

Dans ces conditions, la mission prend fin à la date convenue entre les trois parties.

#### **ARTICLE 7 : Juridiction compétente en cas de litige**

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif compétent.

Fait à XXX, en 2 exemplaires, le jour/mois/année

Pour le Sdis 76	Pour le <b>Nom établissement siège d'un service d'urgence</b>
Le Président du Conseil d'administration	Le Directeur